

Octobre 2010

Dix ans pour le bulletin!

Le bilan de la DPJ

L'effectif de la fonction publique

L'Abitibi-Ouest et la crise forestière

le bulletin

de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue

L'OBSERVATOIRE

DIX ANS DE RENDEZ-VOUS MENSUELS!

En octobre 2000, il y a dix ans, naissait le *Bulletin de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, premier outil dont nous nous sommes dotés afin de faire circuler l'information et les statistiques concernant la région. Depuis, de nombreux autres produits sont venus s'y ajouter. Regard sur votre appréciation de notre offre de services!

Plus tôt au cours de l'année, nous avons mesuré votre appréciation de nos divers produits et services au moyen d'un sondage, auquel vous avez été 150 à répondre. Au sujet du *Bulletin*, nous avons appris que 81 % d'entre vous lisiez chaque édition, tantôt entièrement, tantôt partiellement. Votre satisfaction à l'égard de la publication est grande, chacun des aspects mesurés s'étant mérité une évaluation se situant entre très satisfaisant et satisfaisant. Ainsi, la présence d'enjeux régionaux, la variété des sujets abordés, la quantité de données et de tableaux statistiques, la qualité de l'analyse ou encore la mise en page vous conviennent bien dans leur forme actuelle.

Pour ce qui est de la série des 26 *Portraits de la région*, 59 % d'entre vous avez indiqué tous les lire, en tout ou en partie. Ceux concernant le marché du travail, l'économie, le tourisme, les ressources forestières, l'éducation et les Premières Nations vous ont particulièrement intéressés. La clarté des textes et des tableaux, le format synthèse de quatre pages ainsi que la fréquence des mises à jour font l'unanimité.

Le *Tableau de bord* annuel de la région répond également à vos besoins. Tous les répondants le trouvent intéressant et estiment son contenu pertinent.

Le site Internet... bientôt revampé

Le sondage nous a permis de constater que la moitié du lectorat fréquente également notre site Internet de manière régulière ou occasionnelle tandis que l'autre moitié ne l'a jamais visité ou ne le consulte que très rarement. Les internautes le fréquentant posent une évaluation assez positive quant à la quantité d'informations disponibles, aux différentes sections et à la facilité de navigation. Notons que le site subit présentement une refonte complète et devrait être en ligne d'ici quelques semaines. À suivre!

L'Atlas de l'Abitibi-Témiscamingue

Du côté de l'Atlas, notre plus récent outil de diffusion en ligne depuis moins de deux ans, un sondage parallèle nous a permis de constater que 86 % des internautes ne rencontrent pas de difficultés particulières quant à la navigation. Ce sont 93 % des utilisateurs qui se disent satisfaits ou très satisfaits de l'outil. Plusieurs suggestions

DERRIÈRE L'OBSERVATOIRE, GUY LEMIRE

Il y a deux mois décédait subitement celui qui a d'abord *révé* l'Observatoire, Guy Lemire. Guy considérait essentiel, pour une région, d'être au fait des données les plus parlantes la concernant afin que les décisions prises soient les plus justes et éclairées possibles. Son départ laisse un grand vide et c'est avec beaucoup de fierté que nous poursuivons le développement de sa vision.

d'améliorations ont toutefois été notées et guideront les futurs développements de l'Atlas.

Votre appréciation globale

D'une manière globale, les deux tiers d'entre vous qualifiez de *très satisfaisants* les produits et services qu'offre l'Observatoire. L'autre tiers les estime *satisfaisants*. Une part de 65 % d'entre vous faites circuler les différents bulletins et portraits que nous publions et les trois quarts avez déjà cité l'une de nos publications.

Si les commentaires sont fort positifs dans l'ensemble, le sondage a néanmoins permis de rassembler des dizaines d'idées et suggestions pouvant mener à l'amélioration de nos divers outils et publications. Merci de votre aide précieuse!



Julie Lacasse, Zone Studio

Julie Thibeault et Mariella Collini, agentes de recherche à l'Observatoire. Lili Germain effectue un remplacement à la CRÉ jusqu'au début 2011.

PROTECTION DE LA JEUNESSE

UNE SITUATION DE PLUS EN PLUS AIGÛE

L'Abitibi-Témiscamingue connaît, depuis plusieurs années, une hausse des signalements en protection de la jeunesse. Au cours de la dernière année, ces signalements ont crû de 24 %. L'augmentation s'élève à 44 % si on compare la situation actuelle à celle prévalant il y a cinq ans. Bref survol de l'état de situation régional sous divers angles.

Parmi les 2 903 signalements reçus en protection de la jeunesse dans la région en 2009-2010, près de huit sur dix (78 %) concernaient des personnes allochtones, c'est-à-dire non autochtones. Conséquemment, deux signalements sur dix concernaient des membres des Premières Nations, regroupés au sein de deux grands secteurs. Le secteur est, qui comprend les communautés de Pikogan, Lac Simon et Grand Lac Victoria, a compté cinq fois plus de signalements (533) que n'en a compté le secteur ouest, qui regroupe Eagle Village, Long Point et Timiskaming First Nation (108). Au cours des trois dernières années, l'augmentation des signalements notée chez les Premières Nations (+45 %) est du même ordre que celle notée chez les allochtones (+44%).

Signalements retenus

Parmi tous les signalements reçus en 2009-2010 dans la région, 41 % ont été retenus et traités, soit près de 1 200 cas. Chez les allochtones, la part retenue était de 38 % alors qu'elle s'élevait à 49 % chez les membres des Premières Nations.

ÉVALUATIONS TERMINÉES EN 2009-2010 SELON LA PROBLÉMATIQUE, PROTECTION DE LA JEUNESSE, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

| | Allochtones | | Autochtones | |
|----------------------------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| | Nombre | % | Nombre | % |
| Négligence | 335 | 47 % | 168 | 69 % |
| Abus sexuels | 84 | 12 % | 16 | 7 % |
| Troubles de comportement | 77 | 11 % | 20 | 8 % |
| Mauvais traitement psychologique | 86 | 12 % | 13 | 5 % |
| Abus physique | 132 | 18 % | 27 | 11 % |
| Abandon | 0 | 0 % | 0 | 0 % |
| Vide | 3 | 0,4 % | 0 | 0 % |
| Total | 717 | 100 % | 244 | 100 % |

Source : Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse, 2010.

Au cours de la dernière année, près du tiers des signalements ont été émis par des employés des différents organismes que sont les centres jeunesse, les CLSC, les centres hospitaliers, les familles d'accueil, les médecins et autres professionnels (32 %). Le second groupe en importance fut le milieu policier (22 %), suivi du milieu familial (18 %),

du milieu scolaire (16 %) et enfin, des voisins ou autres personnes (12 %).

Les problématiques sous les signalements

Plus d'un signalement retenu sur deux concernait un problème de négligence (52 %). Suivaient les problèmes d'abus physiques (17 %), d'abus sexuels, de mauvais traitements psychologiques et de troubles de comportement (10 % chacun).

Si l'on compare les causes de signalements retenues chez les Premières Nations et chez les allochtones, on constate quelques écarts : les Autochtones sont davantage concernés par les problèmes de négligence, mais moins par les abus sexuels et les mauvais traitements psychologiques, toutes proportions gardées.

À la suite des cas de négligence, différents problèmes de développement sont souvent constatés (apprentissage, langage, faible estime de soi et difficultés d'attachement). Ils peuvent laisser des séquelles permanentes.

SIGNALEMENTS REÇUS ET RETENUS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2007-2008 À 2009-2010

| | Allochtones | Autochtones (est) | Autochtones (ouest) | Total |
|----------------------|-------------|-------------------|---------------------|-------|
| 2009-2010 | | | | |
| Signalements reçus | 2 262 | 533 | 108 | 2 903 |
| Signalements retenus | 868 | 273 | 40 | 1 181 |
| 2008-2009 | | | | |
| Signalements reçus | 1 805 | 432 | 97 | 2 334 |
| Signalements retenus | 690 | 249 | 31 | 970 |
| 2007-2008 | | | | |
| Signalements reçus | 1 712 | 357 | 85 | 2 154 |
| Signalements retenus | 713 | 258 | 42 | 1 013 |

Note : Autochtones de l'est = Pikogan, Lac Simon et Grand Lac Victoria. Autochtones de l'ouest = Eagle Village, Long Point et Timiskaming Band.
Source : *Bilan des directeurs de la Protection de la jeunesse*, 2010.

Source : Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue, *Bilan des DPJ 2009-2010*, 2010.

EMPLOI ET MAIN-D'OEUVRE

PORTRAIT DE LA PRÉSENCE DE L'ÉTAT

Le gouvernement du Québec est représenté, en Abitibi-Témiscamingue, par une cinquantaine de ministères et organismes. Le nombre total d'employés y travaillant s'élevait, en 2008-2009, à 1 555 personnes en équivalent temps complet. Portrait de la fonction publique en Abitibi-Témiscamingue.

Plusieurs catégories d'emplois composent le bassin de fonctionnaires. L'effectif **régulier** d'abord, en représente la portion principale (68 %) et compte 1 065 emplois en équivalent temps complet dans la région. Ces emplois sont demeurés plutôt stables au cours des cinq dernières années.

Les employés **occasionnels**, qui possèdent un lien d'emploi d'une durée limitée, représentent le deuxième groupe et composent 30 % des fonctionnaires de la région. Contrairement à l'effectif régulier, leur nombre a subi une augmentation de 40 % au cours des cinq dernières années, passant de 333 à 463 personnes. On a également constaté une augmentation de 17 % au sein de cette catégorie d'emploi au cours de la même période au Québec.

Les **stagiaires et étudiants** composent la troisième catégorie d'emploi. Leur effectif est passé de 19 à 26 personnes au cours des cinq derniers exercices (+37 %), toujours en équivalent temps complet. On constate un bond semblable à l'échelle québécoise, toutes proportions gardées (+41 %).

Au cours des cinq dernières années, l'effectif total oeuvrant dans la région a connu une augmentation de 136 personnes, notamment

en raison de l'établissement des bureaux du **Régime québécois d'assurance parentale** dans la région. Pendant cette même période, dans l'ensemble du Québec, l'effectif total s'amenuisait de 1 200 emplois. Notons que les employés de l'État en Abitibi-Témiscamingue représentent, au total, 2,3 % de tous ceux que compte le Québec.

Les mouvements de personnel

L'une des caractéristiques de la fonction publique est de permettre à son personnel régulier de changer d'emploi et de région à l'intérieur de l'appareil gouvernemental. Ces changements sont, à l'occasion, imposés. Bien que la stabilité demeure la règle et corresponde à 99 % des emplois réguliers, on constate qu'entre mars 2008 et mars 2009, quatre fonctionnaires sont venus s'installer en Abitibi-Témiscamingue tandis que quinze l'ont quittée.

Sur une plus longue période, soit sur cinq années, on note que l'Abitibi-Témiscamingue a vu 93 de ses fonctionnaires la quitter contre 49 l'ayant adoptée. Ces mouvements de personnel correspondent à un bilan négatif de 44 personnes. Le tiers des départs ont été dirigés vers la Capitale-Nationale (32), 17 vers l'Outaouais et 9 vers Montréal. Les 35

QUITTER L'ÉTAT

Bon an mal an, la fonction publique accuse un certain nombre de départs, la plupart dûs à la prise de retraites. Dans la région, au cours des cinq dernières années, ce nombre fut croissant, passant de 37 personnes en 2004-2005 à 58 personnes au cours du dernier exercice. C'est en 2011 que sera atteint le sommet des départs à la retraite dans la fonction publique québécoise.

autres départs sont répartis au sein des autres régions. Les fonctionnaires en provenance d'ailleurs venus travailler ici étaient surtout originaires de Montréal (12), l'Outaouais (10) et du Nord-du-Québec (9).

Quelques caractéristiques¹

Les femmes composent 57 % de l'appareil gouvernemental québécois. L'âge moyen des fonctionnaires est de 47,8 ans et les jeunes de moins de 35 ans représentent 12 % de l'effectif. La semaine normale de travail compte 35 heures pour 67 % des employés de l'État. Une part de 11 % dépasse ce volume d'heures et 21 % ne l'atteignent pas.

Au cours de la dernière année de référence, l'effectif régulier de la fonction publique a affiché des gains moyens de 55 700 \$. Les personnes embauchées à titre occasionnel ont plutôt gagné 37 400 \$ alors que les gains des étudiants et stagiaires se sont élevés à 20 000 \$. Chez les employés réguliers, le salaire moyen d'un cadre s'élevait à 90 400 \$, celui d'un professionnel à 66 500 \$ et celui d'un technicien à 44 700 \$.

RÉPARTITION DES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT SELON LE STATUT D'EMPLOI, ABITIBI-TÉMISCAMINGUE, 2004-2005 À 2008-2009

| Statuts d'emploi | 2004-2005 | 2005-2006 | 2006-2007 | 2007-2008 | 2008-2009 |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Régulier | 1 067 | 1 054 | 1 065 | 1 047 | 1 065 |
| Occasionnel | 333 | 349 | 411 | 462 | 463 |
| Étudiants / stagiaires | 19 | 14 | 27 | 31 | 26 |
| Total région | 1 419 | 1 417 | 1 503 | 1 540 | 1 555 |
| Total Québec | 68 480 | 67 292 | 66 903 | 66 598 | 67 283 |

1. Données régionales non disponibles.

Source : Conseil du Trésor du Québec, *L'effectif de la fonction publique du Québec 2008-2009*, 2010.

FORÊT

COMPARER LA CRISE

Une étude réalisée par le Centre de recherche sur le développement territorial UQAC-UQAR-UQAT-UQO pour le compte du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire analyse l'impact de la crise forestière sur le développement des MRC d'Abitibi-Ouest et de la Vallée-de-la-Gatineau. En voici quelques grandes lignes.

Souhaitant pallier aux rares analyses scientifiques sur les impacts de la crise forestière du point de vue des sciences sociales et des milieux locaux, les six chercheurs signataires de l'étude ont ciblé ces deux MRC relativement semblables à première vue. Elles sont toutes deux considérées comme des régions-ressources par le gouvernement et dépendent depuis longtemps de la première transformation du bois. Les chercheurs souhaitaient voir dans quelle mesure les dynamiques territoriales influencent la réponse locale à la crise.

Pour y arriver, 17 entrevues semi-dirigées ont été réalisées avec des acteurs forestiers dont les activités sont directement touchées par la crise (industriels propriétaires d'usines, représentants de syndicats de propriétaires de lots boisés, société sylvicole, représentants d'organismes de développement local, etc.).

Impacts sur l'emploi et la gouvernance

La crise a entre autres eu pour conséquence la fermeture d'une usine de Tembec et le ralentissement dans les trois autres. Ce ralentissement a eu des impacts du côté de l'emploi, mais moins dramatiques que ce à quoi on aurait pu s'attendre. Si la diminution du marché du bois d'oeuvre a fragilisé les emplois en usine, la croissance exceptionnelle du secteur minier, indiquent les auteurs, permet aux industries minières d'employer une bonne partie des travailleurs libérés par les usines forestières. «Les travailleurs d'usine avaient, en effet, des compétences

assez facilement transférables dans le secteur minier de sorte que ce passage s'est fait relativement facilement». Ainsi, les taux d'emploi n'ont pas dégringolé, comme on aurait pu s'y attendre. Toutefois, plusieurs projets miniers se situent dans le Nord-du-Québec, amenant les travailleurs à devoir quitter leur communauté pour des périodes prolongées. Les auteurs prédisent que cette absence pourrait avoir des effets, notamment, sur le développement des communautés du point de vue du capital social. Les travailleurs indépendants (propriétaires de lots boisés, camionneurs), les entreprises qui oeuvrent à la récolte ou à l'aménagement (ex.: coopératives de travailleurs) de même que la MRC ont toutefois subi de très importantes pertes de revenus.

La crise forestière a également eu des impacts sur la gouvernance locale. Un plan de diversification de l'économie de la MRC pour la période 2007-2010 a été rédigé et plusieurs tables ont été créées pour l'appuyer. Les chercheurs notent que les acteurs ont choisi de ne pas rattacher la diversification au patrimoine forestier local, préférant plutôt opérer une rupture avec les modes d'exploitation traditionnels de la forêt.

En Outaouais, l'approche fut très différente : on a constaté une volonté de préserver des emplois industriels et se réappropriier la forêt locale comme un outil de développement. Cela fait dire aux chercheurs qu'effectivement, des dynamiques territoriales sont à l'oeuvre et influencent la réponse locale à la crise.

SORTI DES PRESSES

Luc Blanchette, **Faits saillants de l'industrie de la construction en Abitibi-Témiscamingue et dans le Nord-du-Québec**, Service Canada, 2010.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, **Bilan annuel de conformité environnementale – Secteur minier – 2008**, 2010.

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, **Bilan annuel de conformité environnementale – secteur pâtes et papiers – 2008**, 2010.

CEFRIO et Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, **Le WEB municipal au Québec; Portrait de la situation en 2009**, 2010.

Institut canadien d'information sur la santé, **Indicateurs de santé 2010**, 2010.

Ministère des Transports du Québec, **Répertoire statistique du transport adapté 2008**, 2010.

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, **Portrait régional Abitibi-Témiscamingue- Été 2010**, 2010.

Valérie Jacob, **Les interactions entre la gouvernance des entreprises d'économie sociale et leur statut juridique : quatre cas en Abitibi-Témiscamingue**, mémoire de maîtrise, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, 2010.

Gaston Gadoury, **Le projet comme approche pour réaliser le développement local; l'exemple du pacte rural**, Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, 2010.

Ville de Rouyn-Noranda, **Schéma d'aménagement et de développement révisé 2010 de la Ville de Rouyn-Noranda**, 2010.

Guillaume Beaulé, **Le suicide en Abitibi-Témiscamingue - Édition 2010**, Agence de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, 2010.

Hyperliens vers ces documents :
www.observat.qc.ca/trouvailles.htm

Rédaction
Julie Thibeault : julie@observat.qc.ca

Collaboration
Mariella Collini

Source : Guy Chiasson, Anyck Dauphin, Mario Gauthier, Patrice LeBlanc, Martin Thibault et Martin Robitaille, **La crise forestière et son impact sur le développement des MRC Abitibi-Ouest et Vallée-de-la-Gatineau**, Centre de recherche sur le développement territorial UQAC-UQAR-UQAT-UQO, 2010.



L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue
170, avenue Principale, bureau 102
Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7

Téléphone : 819 762-0774 et 1 866 762-0774
Télécopieur : 819 797-0960
www.observat.qc.ca

Pour recevoir gratuitement ce bulletin
en format PDF, abonnez-vous :
observatoire@observat.qc.ca

ISSN : 1913-1313 (Imprimé)
ISSN : 1913-1321 (En ligne)
1 400 abonnés